

# Pour une rénovation de la gauche

Nous avons demandé à Yves Sintomer, maître de conférences en sciences politiques à Paris VIII, et chercheur au centre Marc-Bloch de Berlin, de poser un regard critique sur l'ensemble des contributions publiées par Politis depuis le mois de novembre dernier. Voici son analyse.



PAR YVES SINTOMER

**1. AU-DELÀ DU NATIONAL.** Le premier enjeu apparaît en creux : il n'y aura pas de véritable réinvention de la gauche sur une échelle purement nationale. Si la gauche française est en crise, cela est aussi vrai dans le reste de l'Europe et les problèmes qui se posent sont très largement les mêmes. De plus, à l'heure où les décisions se prennent de plus en plus à l'échelle européenne, voire mondiale, une mutation progressiste radicale « dans un seul pays » n'est pas crédible. Alors que le capital est de plus en plus unifié à l'échelle mondiale et que les institutions régionales et transnationales jouent un rôle croissant, un repli sur le national ne saurait être qu'étriqué intellectuellement et condamné économiquement.

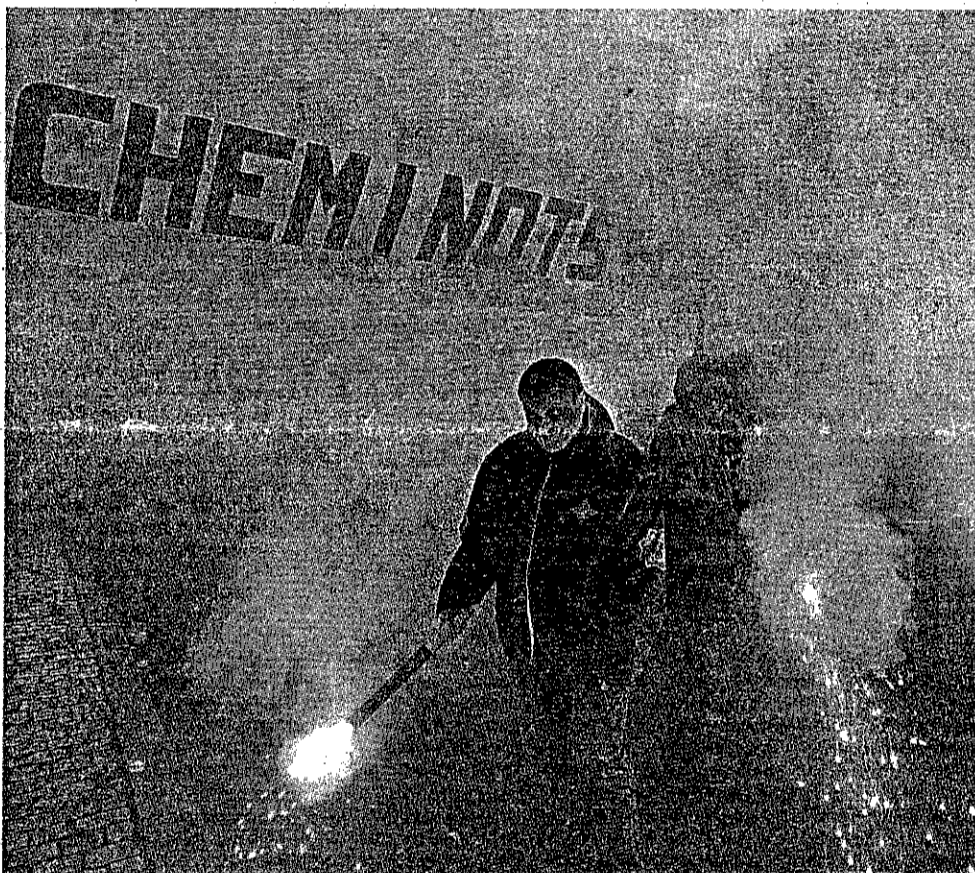
**2. PARTIS POLITIQUES ET MOUVEMENTS SOCIAUX.** Le second enjeu a en revanche été clairement abordé dans le débat : une refondation de la gauche passe par un nouvel équilibre entre partis et mouvements sociaux. Depuis une ou deux décennies, ce sont ces derniers qui ont donné les impulsions principales et les plus durables. Dans la première moitié des années 1990, les mouvements des « sans » ont imposé l'idée que la lutte pour de nouveaux droits constituait une stratégie fondamentale. En 1995, la grande mobilisation du secteur public a ébranlé l'hégémonie du néolibéralisme. Aujourd'hui, le mouvement altermondialiste modifie les thèmes de l'agenda national et international, et permet d'avancer qu'une autre globalisation est possible. En filigrane, le nouveau féminisme, les luttes paysannes et les mobilisations de la jeunesse scolarisée ont fait penser autrement les genres dans le travail et la politique, le développement durable ou les thèmes humanistes. Face à cette floraison, le bilan des partis est désespérément faible. Le gouvernement de la gauche plurielle a été incapable de trouver un second souffle après les mesures phares des premières années. Il s'est coulé dans une gestion sans imagination des « contraintes » extérieures et intérieures. L'idée d'une VI<sup>e</sup> République est l'un des seuls thèmes forts qui ait émergé à l'intérieur du PS, mais il y est resté très minoritaire. Le PCF poursuit sa lente descente aux enfers. Les Verts, après avoir semblé apporter un vent d'air frais sur les contenus et les modes de la politique, sont en panne d'idées et s'enlisent dans leurs querelles intestines. Les militants de la LCR sont fort actifs dans les mouvements, mais la LCR ne gère aucune institution un tant soit peu importante, et l'on perçoit mal les thèmes ou les modes d'action vraiment nouveaux qu'elle aurait pu apporter à la gauche dans son ensemble... Cette situation n'est

pas conjoncturelle. Elle reflète un affaiblissement structurel du rôle des partis et, plus largement, de la démocratie représentative. Cette évolution présente des aspects positifs et des aspects négatifs. En tout état de cause, elle est indéniable et sans doute irréversible.

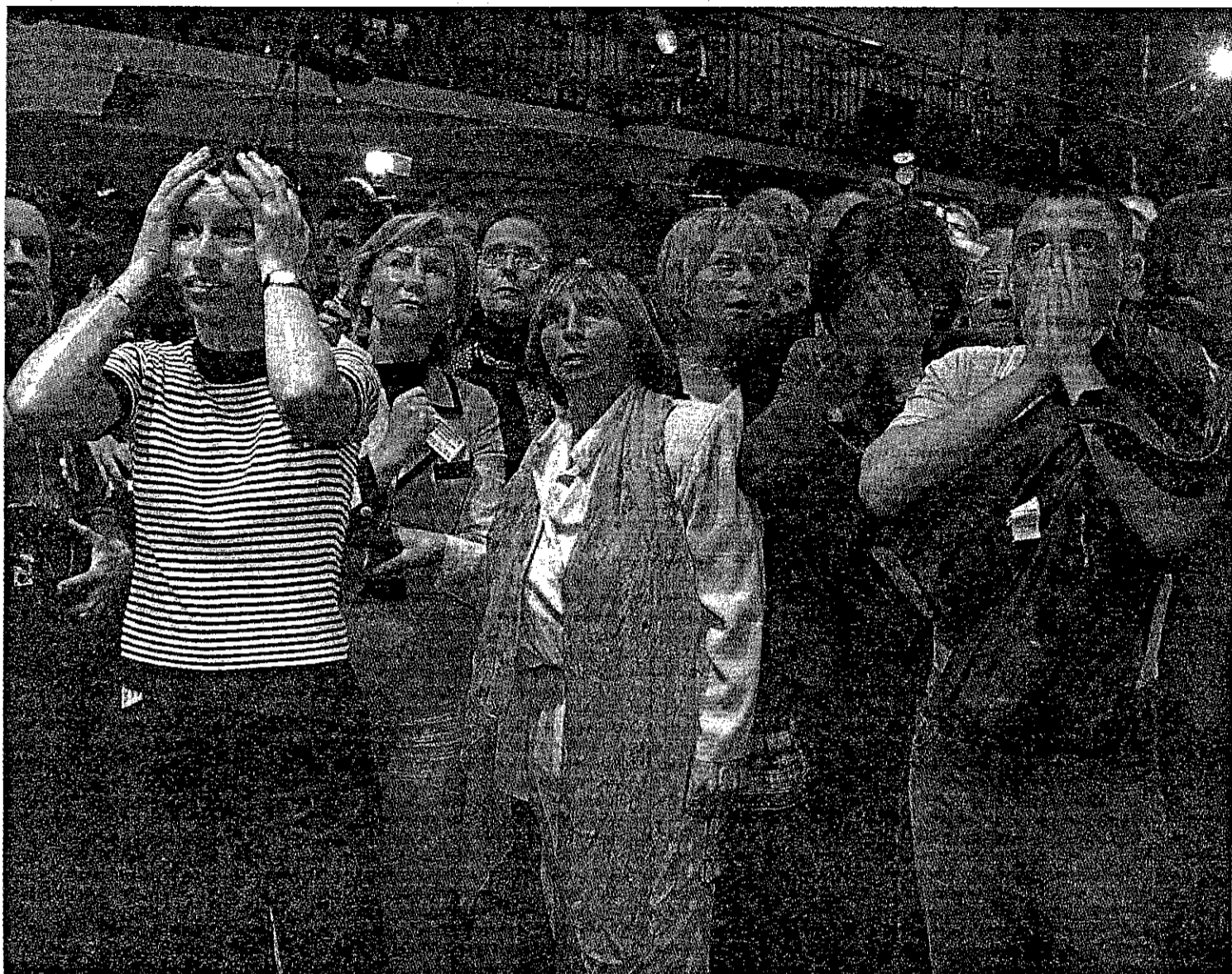
Pour autant, si les mouvements sociaux produisent des expériences intéressantes, ils ne sauraient constituer l'avenir de l'ensemble de la gauche. Une stratégie qui ferait l'impasse sur le rôle des partis serait, elle aussi, vouée à l'échec. « *Que se vayan todos* » n'est en fin de compte qu'une illusion, en Argentine, en France et ailleurs. D'ailleurs, les mouvements sont aussi en butte à des débats stratégiques et à des difficultés importantes. Les syndicats sont divisés et affaiblis, surtout dans notre pays. La construction d'une unité au-delà de la diversité, le problème de la démocratie interne, la façon de combiner actions de résistance et construction d'une

alternative globale, l'articulation entre les avant-gardes et les organisations plus massives, constituent des questions qui se posent tout autant à leur niveau qu'à celui des partis. De plus, bien des militants partidaires sont actifs dans les mouvements, et réciproquement. Comment éviter à la fois l'instrumentalisation et l'ignorance réciproques ? Comment engendrer une dynamique d'ensemble qui respecte la spécificité de chacun ? C'est sans doute sur ce point que les choses ont le plus avancé concrètement et que le débat a été le plus riche. Sans doute faudrait-il élargir encore la perspective et aborder le rôle que d'autres acteurs pourraient jouer dans cette dialectique globale : intellectuels, ONG, travailleurs de l'économie solidaire...

D'ailleurs, les évolutions récentes n'effacent pas les leçons de l'histoire : les avancées majeures ont toujours été le produit d'acteurs divers dont les objectifs



La grande mobilisation du secteur public en 1995 (ici des cheminots, à Tours) a ébranlé l'hégémonie du néolibéralisme.



21 avril 2002. Au quartier général de campagne de Lionel Jospin, à l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

ne coïncidaient qu'en partie. Les acquis de l'État social que nous défendons aujourd'hui furent gagnés par une coalition hétéroclite où se mêlaient des mouvements sociaux puissants et des partis politiques, socialistes ou communistes, des fonctionnaires progressistes et des militants anarcho-syndicalistes, des intellectuels et des courants chrétiens de gauche... C'est bien à une nouvelle articulation qu'il faut travailler aujourd'hui, et on peut espérer que le Forum social européen constituera un pas en ce sens. La gauche française aurait à gagner à se frotter à d'autres expériences européennes, sur cette question encore davantage que sur d'autres.

**3. RÉFORMISTES ET RADICAUX.** Un autre type de pluralité a fait question dans le débat : que faire de la coexistence de tendances réformistes et radicales au sein de la gauche ? Le débat a frôlé l'unanimité sur la nécessité de rééquilibrer la gauche et de contester l'hégémonie du PS sur celle-ci. Cela n'est guère surprenant au vu des personnalités impliquées. La chose mérite cependant d'être relevée : réinventer la gauche ne passe pas par le bipartisme rêvé par certains mais au contraire par l'affirmation de forces en nette rupture

avec le social-libéralisme.

Les problèmes commencent lorsqu'il s'agit de définir la nature du contrepoids au social-libéralisme : un parti, des partis, une alliance de partis, un pôle de radicalité impliquant des mouvements sociaux ? Sur quel programme, quelle stratégie, quelles valeurs ? Ils redoublent lorsque l'articulation de la gauche radicale avec le PS est mise en discussion. Faut-il diagnostiquer que le PS est passé avec armes et bagages au social-libéralisme, que ce dernier ne diffère du néolibéralisme que par des nuances, que le PS n'est de ce fait plus de gauche et, en conséquence, qu'il n'est plus d'alliance possible avec lui et que la seule question est donc de construire une autre gauche, une vraie gauche ? Faut-il, à l'inverse, concevoir l'affirmation d'un pôle de radicalité comme une condition nécessaire mais pas suffisante de la réinvention globale de la gauche, dans toutes ses composantes ? Le problème ne se pose pas qu'en France, il est commun à toute l'Europe ou presque. Même au Brésil, où l'axe de gravité penche davantage vers la radicalité, le débat stratégique fait rage. S'il serait prétentieux de vouloir le trancher, plusieurs

éléments me font personnellement pencher du côté de la seconde proposition. Le premier, c'est que nulle part ne se dessine le remplacement partiel des partis issus de la social-démocratie par des courants radicaux. Sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques, le parti radical supplantait peu à peu les républicains, qui représentaient la « gauche » politique majoritaire vers 1870, avant d'être lui-même remplacé progressivement par la SFIO, qui fut à son tour durement concurrencée par le parti communiste. Rien de tel ne peut être diagnostiqué aujourd'hui. À l'échelle européenne, on assiste tout au plus à l'émergence de partis Verts, souvent plus radicaux sur les thèmes de société mais sensibles aux sirènes social-libérales sur le plan socio-économique. En France, on assiste au remplacement partiel du parti communiste par l'extrême gauche, surtout sur le plan électoral. Même en Italie, où la tradition communiste est la plus marquée, *Rifondazione Comunista* reste électoralement réduite à moins de 10 % des voix et peut au mieux espérer, dans les prochaines années, que la situation d'ensemble change assez pour pouvoir entrer dans un jeu d'alliances qui ait un sens du point de vue d'une transformation sociale progressiste. ●●●

... De plus, les problèmes rencontrés par la gauche institutionnelle ne concernent pas seulement son orientation social-libérale. Ils sont à bien des égards partagés par la gauche radicale. Quel parti (peut-être à l'exception des Verts) pourrait affirmer aujourd'hui que les femmes sont représentées dans la direction politique effective à parité avec les hommes ? Quelle organisation peut se prétendre intacte du problème que constituent la professionnalisation croissante de la politique et la permanence au pouvoir des mêmes figures (phénomène particulièrement accentué en France, toutes familles politiques confondues, des gaullistes-aux trotskistes) ? Quel courant dans le monde peut prétendre avoir résolu la tension qu'implique l'écart entre l'horizon utopique visé, qui ne pourra se dégager vraiment que sur la base de rapports de force qui sont encore à venir, et la participation quotidienne à la gestion du présent ?

La façon de penser les modalités possibles d'un changement radical vient fournir un troisième argument. Il n'est aujourd'hui ni crédible, ni juste de penser qu'une société émancipée se placerait au-delà du droit et des institutions politiques. Il l'est encore moins de croire à une libération autoritaire mise en œuvre par l'avant-garde contre son peuple. De plus, le changement social ne doit-il pas être pensé sur le modèle de la révolution féministe, qui a engagé en quelques décennies un bouleversement quasi anthropologique des rapports sociaux, plutôt que sur celui de la prise de la Bastille ou du palais d'Hiver ? À Porto Alegre ou ailleurs, les expériences de transformation radicale qui constituent des points d'appui pour un futur utopique impliquent une large majorité de la population et la transformation de la gauche dans son ensemble.

**4. QUELLE ALTERNATIVE ?** Qui peut aujourd'hui prétendre livrer la solution clés en main ? Gus Massiah a raison de pointer l'épuisement historique du projet social-démocrate, mais le diagnostic doit peu ou prou être étendu aux autres familles de la gauche, en France et ailleurs. Le capitalisme génère des injustices majeures et un type de développement insoutenable, mais l'économie étatisée planifiée ne constitue pas une alternative convaincante et les discussions sur le socialisme de marché n'ont pas fait de progrès qualitatifs depuis les années 1970. Il n'est pas facile de marier l'écologie et la justice sociale : la question du prix de l'essence n'en est qu'un exemple et, au-delà de certaines expériences locales, l'écologie populaire reste largement à inventer. Le schéma institutionnel qui devrait réguler une autre mondialisation et permettre plus de justice sociale, plus de démocratie et un développement soutenable n'est qu'à peine esquissé. L'articulation entre démocratie représentative et démocratie directe, la réinvention de la représentation n'en sont qu'à leurs débuts... Les contributions pointent des pistes de lutte et de réflexion : défense de la protection sociale, action renouvelée pour l'égalité entre les hommes et les femmes, culture de paix, démocratie et autogestion... Bien sûr, la refondation de la gauche ne sera pas l'application d'un plan germé dans la tête de dirigeants politiques ou d'intellectuels, et c'est dans l'action qu'elle se développera. Cependant, si c'est le mouvement qui importe le plus, il faut reconnaître que la direction qu'il doit suivre est loin d'être claire. D'où l'importance des mesures phares qui pourraient constituer un premier pas dans la réorientation de nos sociétés en même temps qu'un indicateur du chemin à parcourir vers un autre possible. Le débat engagé par *Politis* y contribue. Il incite aussi à reconnaître que c'est le sens même de la gauche qu'il s'agit de réinventer.

Y. S.

## DEUX QUESTIONS POUR QUATRE CHEFS DE PARTI

Bientôt un an... Nous avons voulu savoir comment François Hollande, Premier secrétaire du PS, Gilles Lemaire, secrétaire national des Verts, Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PC, et Alain Krivine, porte-parole de la LCR, jugeaient l'année écoulée. À tous, nous avons posé les deux mêmes questions, ce qui facilite une lecture comparée.

1/

quel regard portez-vous sur le débat au sein de la gauche ?

2/

En quoi avez-vous le sentiment que votre mouvement a intégré les leçons du 21 avril ?



**FRANÇOIS HOLLANDE**

APRÈS LE 21 AVRIL, le traumatisme a été profond pour la gauche et pour le pays. J'ai donc voulu, au lendemain de notre défaite, qu'un débat approfondi,

large, militant, soit organisé au sein du PS. Nos adhérents en ont été ces six derniers mois les acteurs principaux. Cette phase interne se conclura par notre congrès de Dijon, en mai. Je souhaite qu'à cette occasion nous achevions notamment de tirer toutes les leçons utiles :

- En retrouvant les liens avec les catégories populaires. Durant la dernière législature, nous avons mieux réglé la question de l'emploi que celle du travail. Notre politique a permis de créer 2 millions d'emplois et de faire baisser le nombre de chômeurs d'un million. Mais cette performance a eu un revers. Nous n'avons pas suffisamment pris la mesure de la dégradation des conditions de travail de nombreux salariés, à laquelle s'est ajoutée la crainte des délocalisations et de la précarité.
- En donnant une perspective à l'unité de la gauche. Nous devons engager un large rassemblement sur notre projet, intégrant la dimension essentielle de l'Europe et du monde, et permettant de présenter dès à présent une alternative à la droite.
- Il y a un enjeu essentiel, enfin, celui de (re)donner du sens à la politique, de faire apparaître les clivages essentiels et de lutter contre les tentations populistes.

Notre Congrès devra tenir compte d'un contexte particulier, marqué au plan international par la guerre et, pour notre pays, par une dégradation de la conjoncture économique et sociale. Loin de réduire la portée de nos débats, ces événements en rehaussent les enjeux. Les socialistes doivent être à la hauteur des circonstances. C'est ainsi qu'ils prouveront leur utilité, dans l'opposition aujourd'hui pour préparer l'alternance demain.

Le premier défi à relever, celui né de la crise irakienne, révèle la nécessité d'une organisation du monde fondée sur le droit, les institutions internationales et aussi sur une régulation économique. Il pose, c'est vrai, à l'Union européenne des questions essentielles sur sa construction politique, sur son modèle social, sur son système de défense, sur son rapport avec les États-Unis. Les questions internationales et européennes sont devenues le cœur de notre projet politique.

Le deuxième défi, c'est la résorption du chômage, et plus généralement le retour du « social ». Cette détérioration du climat économique et cette régression des droits sociaux créent une situation d'urgence pour le Parti socialiste et pour la gauche. Un plan de rigueur est en place depuis plusieurs semaines (au travers d'annulations de crédits), un plan d'austérité se prépare sur la sécurité sociale, des acquis sociaux fondamentaux vont être sans doute remis en cause, les fonctionnaires sont devenus la cible du gouvernement.

Nous devons donc être un soutien pour celles et ceux qui ont besoin de la gauche pour contester une politique de désordre économique et d'insécurité sociale. Il faut une gauche offensive. À Dijon, nous nous adresserons bien au-delà des socialistes. Nous devons envoyer à celles et ceux qui ont vécu la douleur de l'échec un message d'espoir.